

Bruxelles, le 12.11.2024
C(2024) 7929 final

DÉCISION D'EXÉCUTION DE LA COMMISSION

du 12.11.2024

**relative au financement du plan d'action annuel en faveur de la République d'Haïti
pour 2024**

DÉCISION D'EXÉCUTION DE LA COMMISSION

du 12.11.2024

relative au financement du plan d'action annuel en faveur de la République d'Haïti
pour 2024

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

Vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

Vu le règlement (UE, Euratom) 2024/2509 du Parlement européen et du Conseil du 23 septembre 2024 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union¹, et notamment son article 110,

Vu le règlement (UE) 2021/947 du Parlement européen et du Conseil du 9 juin 2021 établissant l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale – Europe dans le monde, modifiant et abrogeant la décision n° 466/2014/UE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant le règlement (UE) 2017/1601 du Parlement européen et du Conseil et le règlement (CE, Euratom) n° 480/2009 du Conseil², et notamment son article 23(1) et (2),

considérant ce qui suit:

- (1) Aux fins de la mise en œuvre du plan d'action annuel en faveur de la République d'Haïti pour 2024, il y a lieu d'adopter une décision de financement annuelle, qui constitue le programme de travail annuel pour 2024, conformément à l'article 110(2) du règlement (UE, Euratom) 2024/2509 (ci-après le «règlement financier»).
- (2) L'aide envisagée doit respecter les conditions et procédures prévues par les mesures restrictives adoptées conformément à l'article 215 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne³.
- (3) Il convient de permettre le paiement d'intérêts de retard sur la base de l'article 116(5) du règlement financier.
- (4) Pour permettre une certaine flexibilité dans la mise en œuvre du plan d'action, il y a lieu d'autoriser des modifications qui ne devraient pas être considérées comme substantielles aux fins de l'article 110(5) du règlement financier.
- (5) Les actions prévues dans la présente décision devraient contribuer à l'avancement de l'égalité de genre ainsi qu'à l'intégration du climat et de la biodiversité conformément à la communication de la Commission intitulée «Le pacte vert pour l'Europe»⁴ et à l'accord interinstitutionnel du 16 décembre 2020 sur la discipline budgétaire, la coopération en matière budgétaire et la bonne gestion financière, ainsi que sur de

¹ OJ L 239, 26.9.2024, ELI: <http://data.europa.eu/eli/reg/2024/2509/oj>.

² JO L 209 du 14.6.2021, p. 1.

³ www.sanctionsmap.eu. Veuillez noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant de déterminer les régimes de sanctions. Les sanctions résultent d'actes législatifs publiés au Journal officiel (JO). En cas de divergence, le JO fait foi.

⁴ COM(2019) 640 final du 11 décembre 2019.

nouvelles ressources propres, comportant une feuille de route en vue de la mise en place de nouvelles ressources propres⁵.

- (6) La Commission a adopté le programme indicatif pluriannuel national pour Haïti, pour la période 2021-2027⁶, modifié suite à l'examen à mi-parcours⁷, lequel définit les priorités suivantes : renforcement de la gouvernance démocratique, économique et financière, développement humain, et territoires productifs et résilients.
- (7) Le plan d'action annuel à financer au titre du règlement (UE) 2021/947, programme géographique « Amériques et Caraïbes », vise à contribuer à la mise en œuvre des stratégies de développement de la République d'Haïti et de son partenariat avec l'UE dans les domaines d'intérêt commun.
- (8) L'action intitulée « Programme de renforcement et de modernisation de l'Administration Générale des Douanes » a pour objectif de renforcer la capacité des douanes pour la mobilisation des recettes fiscales, la lutte contre les trafics illégaux de drogues et d'armes et la facilitation du commerce transfrontalier.
- (9) L'action intitulée « Edikasyon pou viv ansanm – Éducation pour vivre ensemble (partie II) » a pour objectif d'améliorer les résultats d'apprentissage des élèves de l'enseignement de base du département du Nord Est, en particulier les plus défavorisés, en leur fournissant un socle de compétences innovant et inclusif. Pour ce faire, les conditions matérielles et pédagogiques des enseignants seront améliorées.
- (10) L'action intitulée « Développement Territorial Intégré du Nord-Est d'Haïti » a pour objectif de contribuer à l'amélioration des conditions de vie et de la résilience des populations urbaines et rurales du Nord-Est d'Haïti à travers le renforcement de la gouvernance locale, la valorisation du potentiel agricole, l'adaptation au changement climatique et l'amélioration des services de base urbains et ruraux.
- (11) L'objectif et la conception de toutes les actions remplissent les critères de l'aide publique au développement, tels qu'établis par le CAD de l'OCDE, conformément aux exigences de l'article 3, paragraphe 3, du règlement (UE) 2021/947, puisque l'action concourt au développement durable des pays partenaires et à la mise en œuvre du programme 2030. Les pays bénéficiaires de l'action qui figurent sur la liste des bénéficiaires de l'APD sont recensés dans le document d'action correspondant.
- (12) En vertu de l'article 62(1), alinéa (c), du règlement financier et de l'article 26, paragraphe 1, du règlement (UE) 2021/947, les actions en annexes seront mises en œuvre en gestion indirecte.
- (13) La Commission doit assurer un niveau de protection des intérêts financiers de l'Union en ce qui concerne les personnes et les entités chargées de l'exécution des fonds de

⁵ Accord interinstitutionnel du 16 décembre 2020 entre le Parlement européen, le Conseil de l'Union européenne et la Commission européenne sur la discipline budgétaire, la coopération en matière budgétaire et la bonne gestion financière, ainsi que sur de nouvelles ressources propres, comportant une feuille de route en vue de la mise en place de nouvelles ressources propres (JO L 433I du 22.12.2020, p. 28, ELI: http://data.europa.eu/eli/agree_interinstit/2020/1222/oj)

⁶ Décision d'exécution de la Commission relative à l'adoption du programme indicatif pluriannuel pour la République d'Haïti pour la période 2021-2027, C(2021)9081 final du 14.12.2021.

⁷ Décision d'exécution de la Commission modifiant les programmes indicatifs pluriannuels nationaux, plurinationaux et régionaux pour 2021-2027 pour l'Afrique subsaharienne, l'Asie et le Pacifique, les Amériques et les Caraïbes et les programmes indicatifs pluriannuels concernant les organisations de la société civile, les défis mondiaux et les droits de l'homme et la démocratie, C(2024)7502 final du 31.10.2024.

l'Union en gestion indirecte, conformément à l'article 157(3) du règlement financier. À cette fin, et avant qu'une convention de contribution puisse être signée, ces personnes et entités doivent soumettre leurs systèmes et procédures à une évaluation conformément à l'article 157(4) du règlement financier⁸ et, le cas échéant, à des mesures de surveillance appropriées conformément à l'article 157(5) du règlement financier.

- (14) Il convient d'autoriser l'octroi de subventions sans appel à propositions et de prévoir les conditions d'octroi de ces subventions conformément à l'Article 198 (f) du règlement financier.
- (15) Le plan d'action prévu par la présente décision est conforme à l'avis du comité IVCDI – Europe dans le monde institué par l'article 45 du règlement (UE) 2021/947,

DÉCIDE:

Article premier

Plan d'action

La décision de financement annuelle, constituant le plan d'action annuel destiné à mettre en œuvre le plan d'action annuel en faveur de la République d'Haïti pour 2024, telle qu'elle figure dans les annexes, est adoptée.

Le plan d'action comporte les actions suivantes:

- (a) Programme de renforcement et de modernisation de l'Administration Générale des Douanes, figurant à l'annexe I;
- (b) Edikasyon pou viv ansanm – Éducation pour vivre ensemble (partie II), figurant à l'annexe II;
- (c) Développement territorial intégré du Nord-Est d'Haïti, figurant à l'annexe III.

Article 2

Contribution de l'Union

Le montant maximal de la contribution de l'Union destinée à la mise en œuvre du plan d'action pour 2024 est fixé à 40 000 000 EUR, à financer par les crédits inscrits sur la ligne 14.020141 du budget général de l'Union : 40 000 000 EUR.

Les crédits prévus au premier alinéa peuvent également couvrir les intérêts de retard.

Article 3

Clause de flexibilité

Les augmentations ou les diminutions de maximum 10 000 000 EUR et ne dépassant pas 20 % du montant maximal de la contribution de l'Union fixé à l'article 2, premier alinéa, ou les modifications cumulées⁹ des crédits alloués à des actions spécifiques ne dépassant pas 20 % de ladite contribution, ainsi que les prolongations de la période de mise en œuvre, ne sont pas considérées comme substantielles aux fins de l'article 110(5) du règlement financier,

⁸ À l'exception des cas prévus à l'article 157(7), du règlement financier, pour lesquels la Commission peut décider de ne pas exiger une évaluation ex ante.

⁹ Ces modifications peuvent venir de recettes affectées devenues disponibles après l'adoption de la décision de financement.

pour autant qu'elles n'aient d'incidence significative ni sur la nature ni sur les objectifs des actions.

L'ordonnateur compétent peut appliquer les modifications visées au premier alinéa. Ces modifications sont appliquées dans le respect des principes de bonne gestion financière et de proportionnalité.

Article 4

Modes d'exécution et entités ou personnes chargées de l'exécution

L'exécution des actions menées en gestion indirecte, telles qu'exposées dans les annexes, peut être confiée aux entités ou aux personnes mentionnées ou sélectionnées conformément aux critères fixés au point 4.3.1 de l'annexe I, au point 4.3.2 de l'annexe II et au point 4.3.3 de l'annexe III.

Article 5

Subventions

Des subventions peuvent être octroyées sans appel à propositions dans les conditions précisées dans l'annexe III. Des subventions peuvent être octroyées aux organismes mentionnés dans l'annexe, sélectionnés conformément au point 4.3.1 de l'annexe III.

Fait à Bruxelles, le 12.11.2024

Par la Commission
Jutta URPILAINEN
Membre de la Commission